

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . . . .	70 fr.	40 fr.
Etranger . . . . .	Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.
	Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.

Prix du numéro : { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 5. fr. 50  
Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	4 fr.
Minimum . . . . .	20 fr.
La page . . . . .	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum . . . . .	20 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1940

- 9 avril — Décret relatif au régime disciplinaire et pénal des prestataires. . . . . 472

1944

- 25 mai — Ordonnance qui fixe les règles de transcription provisoire des jugements et arrêts de divorce soit à la Mairie d'Alger, soit au chef-lieu des territoires relevant du Commissariat aux Colonies, et qui abroge notamment l'acte dit « ordonnance du 7 janvier 1943 » du Commandant en chef français civil et militaire. (*Arrêté de promulgation* N° 493 Cab. du 3 octobre 1944) . . . . . 468

- 5 juillet — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 2 de l'ordonnance du 24 février 1944 portant organisation des transports aériens. (*Arrêté de promulgation* N° 494 Cab. du 3 octobre 1944) . . . . . 468

- 7 août — Décret instituant des syndicats professionnels en A. O. F., en A.E.F., au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis. (*Arrêté de promulgation* N° 495 Cab. du 3 octobre 1944) . . . . . 470

- 14 août — Décret portant application aux colonies du décret du 9 avril 1940, relatif au régime disciplinaire et pénal des étrangers assujettis à fournir des prestations aux autorités militaires dans les conditions prévues par l'article 4 du décret-loi du 12 avril 1939. (*Arrêté de promulgation* N° 496 Cab. du 3 octobre 1944) . . . . . 472

- 14 août — Décret portant création et organisation d'un cadre général des chimistes des colonies et admission de chimistes contractuels dans ce cadre. (*Arrêté de promulgation* N° 497 Cab. du 3 octobre 1944) . . . . . 473

22 août

- Ordonnance qui régleme le régime des délégations provisoires pour la gérance des entreprises industrielles, commerciales et agricoles privées de leurs dirigeants et abroge notamment l'ordonnance du 14 avril 1943 et le décret du 1<sup>er</sup> novembre 1943. (*Arrêté de promulgation* N° 498 Cab. du 3 octobre 1944) . . . . . 475

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1944

- 29 août — N° 2453 F. — Arrêté général modifiant les conditions d'attribution de l'indemnité de zone . . . . . 477

- 31 août — N° 2481 SE. — Arrêté général modifiant et complétant l'article 8 de l'arrêté N° 3839 SE. du 5 novembre 1943, fixant le régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire et domestique . . . . . 477

- 16 septembre — N° 2611 SE. — Arrêté général modifiant l'article 6 de l'arrêté N° 1042 SE. du 8 avril 1944 fixant les conditions de répartition de marchandises d'importation . . . . . 477

- 16 septembre — N° 2619 F. — Arrêté général ouvrant dans les écritures de la trésorerie générale à Dakar, un compte hors budget dénommé « Fonds commun pour la rétribution des administrateurs séquestres de biens ennemis ». . . . . 478

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1944

- 26 septembre — N° 486 AE. — Arrêté portant ouverture de la campagne d'achat de cacao récolté principale 1944-1945 et fixant les prix d'achat aux producteurs . . . . . 478

- 29 septembre — N° 490 SE. — Arrêté abrogeant l'arrêté N° 398 SE. du 29 juillet 1944 déclarant infecté de peste bovine le canton d'Ataloté . . . . . 479

- 30 septembre — N° 491 AE. — Arrêté bloquant certains articles textiles. . . . . 479

- 6 octobre — N° 499 AE. — Arrêté fixant les prix d'achat du cacao dans le Lifimé et l'Akébou . . . . . 479

6 octobre	—	N° 500 AE/1 — Arrêté fixant pour 1945 les taux des cotisations des Sociétés Indigènes de Prévoyance et le montant de la quote-part due au fonds commun	479
6 octobre	—	N° 502 SE. — Arrêté abrogeant l'arrêté N° 427 SE. du 19 août 1944 déclarant infecté de peste bovine le canton de Takpamba (Subdivision de Mango)	479
6 octobre	—	N° 503 SE. — Arrêté déclarant infectés de péripneumonie bovine les locaux, enclos et pâturages du territoire du canton de Timbou dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés.	480
10 octobre	—	N° 505 ss. — Arrêté mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold-Coast	480
Additif à l'arrêté N° 183 P. du 8 avril 1944 créant au Togo un cadre local subalterne d'agents de police			480
Additif à l'arrêté N° 265 P. du 19 mai 1944 fixant le maximum des encaisses des agences spéciales			480
Additif à l'arrêté N° 362 P. du 15 juillet 1944 portant ouverture de crédits			480
Personnel			481
Divers			482

## TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1944			
26 juillet	—	Ordonnance portant relèvement des taux des pensions, allocations et majorations de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions militaires et de la loi du 24 juin 1919 sur les réparations aux victimes civiles de la guerre	483
1 <sup>er</sup> août	—	Décret modifiant les dispositions du décret du 13 octobre 1943 fixant la situation des fonctionnaires et agents civils appartenant aux cadres métropolitains, réplés ou réfugiés dans les territoires dépendant du Gouvernement Provisoire de la République française	484

### PARTIE NON OFFICIELLE

#### Avis et communications

Avis de concours (Commis d'administration)	485
Avis aux exportateurs	485
Succession de fonctionnaire	486
Curatelle et successions et biens vacants	486
Avis de bornage	486

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### Divorce

N° 493 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

3 octobre 1944. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance du 25 mai 1944 qui fixe les règles de transcription provisoire des jugements et arrêts de divorce soit à la Mairie d'Alger, soit au Chef-lieu des territoires relevant du Commissariat aux Colonies, et qui abroge notamment l'acte dit « ordonnance du 7 janvier 1943 » du Commandant en Chef Français civil et militaire.

#### LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à la Justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Le Comité juridique entendu;

#### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement par décret, les jugements et arrêts de divorce seront provisoirement transcrits :

1<sup>re</sup> — sur les registres de la mairie d'Alger, lorsqu'ils auront été prononcés en Afrique du Nord ou à l'étranger, et si le mariage a été célébré à l'étranger ou dans une commune de la métropole ou de l'Indochine avec laquelle il est impossible de communiquer.

2<sup>de</sup> — sur les registres de l'Etat civil du chef-lieu du territoire lorsqu'ils auront été prononcés dans un territoire relevant du Commissariat aux Colonies et si le mariage a été célébré à l'étranger ou dans une commune de la métropole ou de l'Indochine avec laquelle il est impossible de communiquer.

ART. 2. — Dès que les présentes dispositions auront cessé d'être en vigueur, l'officier de l'état-civil qui aura transcrit un jugement ou un arrêt de divorce en application de l'article précédent, adressera d'office une expédition de cet acte à l'officier de l'état-civil du lieu où le mariage a été célébré ou en cas de mariage à l'étranger, du lieu où les époux avaient leur dernier domicile, lequel en effectuera immédiatement la transcription sur ses registres, conformément aux dispositions de l'article 251 du code civil.

Les mentions prévues par ledit article seront inscrites en marge des actes, conformément à l'article 49 du même code.

ART. 3. — La présente ordonnance abroge toutes dispositions contraires et notamment l'ordonnance n° 33 du Comité national français du 4 août 1942, et l'acte dit « ordonnance du 7 janvier 1943 » du Commandant en chef français civil et militaire.

ART. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 25 mai 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire à la Justice,  
François DE MENTHON.

Le Commissaire à l'Intérieur,

Emmanuel D'ASTIER.

Le Commissaire aux Colonies,  
R. PLEVEN.

#### Transports aériens

N° 494 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

3 octobre 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 5 juillet 1944 portant règlement d'Administration publique pour l'exécution de l'article 2 de l'ordonnance du 24 février 1944 portant organisation des transports aériens.

# LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du Commissaire à l'air;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité Français de la Libération Nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée et le décret du 17 septembre 1930 pris en application de l'article 52 de cette loi;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> août 1935 fixant le statut des cadres des réservistes de l'armée de l'air et le décret du 10 juin 1938 pris pour l'application de l'article 64 de cette loi;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre et notamment les articles 21, 22, 23, 24 et 25 modifiés par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939;

Vu le décret du 17 septembre 1939 relatif aux assimilés spéciaux de l'armée de l'air, modifié par les décrets des 27 novembre 1939 et 30 avril 1940;

Vu l'ordonnance du 19 avril 1943 relative à la militarisation d'une partie des services de l'aéronautique civile et des entreprises de transports aériens;

Vu le décret du 20 octobre 1943 modifiant le décret du 17 septembre 1939 relatif aux cadres des assimilés spéciaux de l'armée de l'air;

Vu l'ordonnance du 22 octobre 1943 organisant la mise sur pied de guerre dans l'ensemble des territoires non occupés par l'ennemi;

Vu l'ordonnance du 24 février 1944 portant organisation des transports aériens et notamment les articles 2 et 7;

Le Comité juridique entendu;

## DECRETE :

### TITRE I — Réquisition.

ARTICLE PREMIER. — La réquisition prononcée par l'ordonnance du 24 février 1944 prendra effet le 1<sup>er</sup> juillet 1944 tant à l'égard du réseau aérien militaire français (Air France) que de la société aéromaritime. Elle frappe la propriété et la jouissance des biens appartenant à ces deux entreprises sans préjudice des dispositions de l'article 3 concernant les effets des contrats en cours.

ART. 2. — Il sera procédé à un inventaire descriptif et estimatif des biens mobiliers et immobiliers mis à la disposition de la direction des transports aériens, contradictoirement entre les représentants de celle-ci et ceux des compagnies de navigation aérienne sus-indiquées.

Pour le matériel, installations ou travaux payés ou réglés depuis le 8 novembre 1942 ou en cours de paiement, la mention du prix devra en outre figurer à titre indicatif dans le dit inventaire.

Les principaux documents comptables se trouvant dans la métropole, la fixation des indemnités de réquisition comme leur règlement est différé jusqu'à la date de cessation des hostilités.

ART. 3. — Les effets des contrats, conventions, accords ou engagements passés par le réseau aérien militaire français (Air France) ou la société aéromaritime sont suspendus.

Toutefois, le Commissaire à l'air peut autoriser ces sociétés à remplir les obligations des transports aériens qui en découlent ou les faire reprendre par la direction des transports aériens qui en poursuivra l'exécution totale ou partielle.

### TITRE II — Militarisation.

ART. 4. — Le personnel civil et militaire dépendant des services ou organismes suivants :

Direction centrale et directions régionales des transports aériens,

Service des ports aériens et de la circulation aérienne,

Météorologie,

Télécommunications,

Réseau aérien militaire français et services militaires de transports légers (Air France),

Compagnie aéromaritime,

Lignes aériennes militaires,

est maintenu à la disposition de la direction des transports aériens pendant la durée des hostilités quelle que soit son arme d'origine, si sa présence y est jugée indispensable par le Commissaire à l'air. Il peut lui être fait application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur concernant le cadre des assimilés spéciaux de l'armée de l'air.

ART. 5. — Le décret du 17 septembre 1939, modifié par les décrets du 27 novembre 1939 et du 30 avril 1940 et par l'ordonnance du 15 avril 1943, est modifié et complété comme suit :

1<sup>er</sup> — Article Premier. — Remplacer le début du premier alinéa de l'article par :

« Peuvent être nommés dans le cadre des assimilés spéciaux de l'armée de l'air, les militaires des réserves de l'armée de terre, de l'armée de mer et de l'armée de l'air, et exceptionnellement les officiers honoraires ainsi que les personnes dégagées de toute obligation militaire, volontaires et qualifiés pour remplir un emploi dans un des services dépendant de la direction des transports aériens ».

« Ces assimilés spéciaux reçoivent un grade d'assimilation en rapport avec l'emploi qui leur est confié. Le grade d'officier leur est conféré sur proposition du directeur des transports aériens par arrêté du Commissaire à l'air. L'assimilation au grade de sous-officier est prononcée par le Directeur des Transports Aériens ».

Le reste sans changement.

Dans l'alinéa (3<sup>e</sup> catégorie) remplacer la rubrique : « détachement de transmissions » par :

« Organes de commandement et d'exploitation :

« direction des transports aériens,

« service des ports aériens et de la circulation aérienne,

« service météorologique,

« service des télécommunications,

« Entreprise de transport aérien titulaire d'une concession,

« Lignes aériennes militaires ».

Supprimer la 5<sup>e</sup> catégorie : « office national météorologique ».

2<sup>e</sup> — Art. 2. — Remplacer « ministre de l'air » par : Commissaire à l'air ».

3<sup>e</sup> — Art. 3. — Remplacer l'article 5 par le texte suivant :

« Les assimilés spéciaux appartenant aux réserves de l'armée de terre, de l'armée de mer et de l'armée de l'air peuvent recevoir un avancement au titre de ces réserves et dans les conditions fixées par la loi propre à chacune de ces Armées.

« L'avancement des hommes de troupe et des sous-officiers d'active et de réserve de l'armée de l'air sera, jusqu'au grade de sergent-chef inclus, arrêté et prononcé par le directeur des transports aériens.

« Les propositions d'avancement concernant les sous-officiers à partir du grade de sergent-chef et les officiers sont établies par le directeur des transports aériens et soumises à la décision du Commissaire à l'air ».

4<sup>a</sup> — Art. 6. — L'article 6 est complété comme suit :

D'autre part, si un emploi acquiert une importance plus grande par suite de l'extension de l'un des services, le titulaire de cet emploi, s'il est qualifié pour continuer à le tenir, peut être assimilé à un des grades supérieurs prévu pour ce même emploi.

Inversement, si un emploi perd de son importance, son titulaire peut être assimilé à un grade inférieur.

5<sup>o</sup> — Assimilation.

Le tableau annexé à l'ordonnance du 19 avril 1943 est modifié et complété comme suit :

1<sup>o</sup> — Supprimer partout le mot aspirant, et au paragraphe le remplacer par le mot sous-lieutenant.

2<sup>a</sup> — Télécommunications :

Chef de service adjoint : commandant ou capitaine.

Chef de service régional : capitaine ou lieutenant.

3<sup>o</sup> — Entreprise de transports aériens titulaires d'une concession et lignes aériennes militaires :

remplacer : « directeur de réseau » par « Commandant de réseau ».

Commandant d'avion de transport : commandant, capitaine, lieutenant ou sous-lieutenant.

Chef de radio navigant d'avion de transport et chef mécanicien d'avion de transport : capitaine, lieutenant ou sous-lieutenant.

Chef de piste : lieutenant, sous-lieutenant ou adjudant-chef.

ART. 6. — Le personnel mis à la disposition de la direction des transports aériens est administré par elle dans le cadre des dispositions générales émanant de la direction du personnel du commissariat à l'air.

La direction des transports aériens peut instituer sur les territoires administrativement distincts de celui où se trouve son siège des délégués chargés de l'administration des personnels stationnés sur ces territoires.

ART. 7. — Le Commissaire à l'air est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 5 juillet 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

*Le Commissaire à l'Air,*  
Fernand GRENIER.

*Le Commissaire aux Colonies,*  
R. PLEVEN.

(Voir décret du 17 septembre 1939 au J. O. R. F. du 22 septembre 1939. Page 11.655).

### Syndicats professionnels

N<sup>o</sup> 495 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

3 octobre 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 7 août 1944 instituant des syndicats professionnels en A.O.F., en A.E.F., au Cameroun, au Togo et en Côte Française des Somalis.

### LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur la proposition du commissaire aux colonies et du commissaire aux affaires sociales;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 25 février 1927 portant modification des lois ouvrières;

Vu les recommandations de la conférence de Brazzaville;

### DECRETE :

#### CHAPITRE PREMIER.

#### *De l'objet des syndicats professionnels et de leur constitution*

ARTICLE PREMIER. — Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

ART. 2. — Les syndicats professionnels de personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, ou la même profession libérale, peuvent se constituer librement.

ART. 3. — Les fondateurs de tout syndicat professionnel doivent déposer les statuts et les noms de tous ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration ou de la direction du syndicat.

Ce dépôt est effectué :

1<sup>o</sup> — dans les communes de plein exercice : à la mairie;

2<sup>o</sup> — dans les communes mixtes, départements, régions, cercles et subdivisions : aux bureaux du chef de la circonscription administrative.

Les pièces déposées, signées des membres qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration du syndicat, sont remises en trois exemplaires, sur papier libre. Ampliation en est adressée, dans les trois jours par le maire ou par l'Administrateur : 1<sup>o</sup> au gouverneur; 2<sup>o</sup> au procureur de la République.

Les modifications apportées aux statuts et les changements survenus dans la composition de la direction ou de l'administration du syndicat doivent être portés, dans les mêmes conditions, à la connaissance des mêmes autorités.

ART. 4. — Chaque année, avant le dernier jour de février, les dirigeants de tout syndicat sont tenus de communiquer au procureur de la République du ressort le bilan de la situation financière du syndicat pour l'année précédente.

ART. 5. — Les membres de tout syndicat professionnel chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat doivent :

1<sup>o</sup> — savoir parler, lire et écrire couramment le français et être au moins titulaire du certificat d'études primaires élémentaires ou d'une attestation équivalente délivrée dans les conditions fixées par arrêté du gouverneur général en conseil de gouvernement ou par arrêté du gouverneur en conseil d'administration.

2<sup>a</sup> — avoir, au moins, la qualité de sujet ou de protégé français et, en ce qui concerne les citoyens français, jouir de leurs droits civils.

Nul sujet ou protégé français ne peut être chargé de ces fonctions, s'il a été condamné à l'une quelconque des peines dont la liste sera fixée par arrêté du gouverneur général en conseil de gouvernement ou du gouverneur en conseil d'administration.

ART. 6. — Les femmes mariées, exerçant une profession ou un métier, peuvent, sans l'autorisation de leur mari, adhérer aux syndicats professionnels et participer à l'administration ou à la direction dans les conditions fixées à l'article 5 du présent décret.

ART. 7. — Les mineurs ne peuvent participer à l'administration ou à la direction.

ART. 8. — Tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association nonobstant toute clause contraire, sans préjudice du droit, pour le syndicat, de réclamer la cotisation afférente aux six mois qui suivent le retrait d'adhésion.

ART. 9. — En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par justice, les biens du syndicat sont dévolus conformément aux statuts ou, à défaut de dispositions statutaires, suivant les règles déterminées par l'assemblée générale. En aucun cas, ils ne peuvent être répartis entre les membres adhérents.

## CHAPITRE II.

### *De la capacité civile des syndicats professionnels*

ART. 10. — Les syndicats professionnels jouissent de la personnalité civile. Ils ont le droit d'ester en justice et d'acquérir sans autorisation, à titre gratuit ou à titre onéreux, des biens meubles ou immeubles.

ART. 11. — Ils peuvent, devant toutes les juridictions, exercer tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent.

ART. 12. — Ils peuvent affecter une partie de leurs ressources à la création d'habitations à bon marché et à l'acquisition de terrains pour jardins ouvriers, éducation physique ou hygiène.

ART. 13. — Ils peuvent, en liaison avec l'inspecteur du travail, créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail; créer, administrer, ou subventionner des œuvres professionnelles, telles que : institutions professionnelles de prévoyance, laboratoires, champs d'expérience, œuvres d'éducation scientifique, agricole ou sociale, cours et publications intéressant la profession. Les immeubles et objets mobiliers nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à leurs cours d'instruction professionnelle sont insaisissables.

ART. 14. — Les syndicats peuvent subventionner des sociétés coopératives de production ou de consommation.

ART. 15. — Ils peuvent passer des contrats ou conventions avec tous autres syndicats, sociétés ou entreprises.

ART. 16. — S'ils y sont autorisés par leurs statuts, et à condition de ne pas distribuer de bénéfices, même sous forme de ristournes, à leurs membres, les syndicats peuvent :

1<sup>o</sup> — acheter pour les louer, prêter ou répartir entre leurs membres tous les objets nécessaires à l'exercice de leur profession, matières premières, outils, instruments, machines, engrais, semences, plantes, animaux et matières alimentaires pour le bétail;

2<sup>o</sup> — prêter leur entremise gratuite pour la vente des produits provenant exclusivement du travail personnel ou des exploitations des syndiqués; faciliter cette vente par expositions, annonces, publications, groupements de commandes et d'expéditions, sans pouvoir l'opérer sous leur nom et sous leur responsabilité.

ART. 17. — Les syndicats peuvent être consultés sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité. Dans les affaires contentieuses, les avis du syndicat sont tenus à la disposition des parties, qui peuvent en prendre communication et copie.

ART. 18. — Il n'est dérogé en aucune façon aux dispositions des lois spéciales qui auraient accordé aux syndicats des droits non visés dans le présent titre.

## CHAPITRE III.

### *Des marques syndicales*

ART. 19. — Les syndicats peuvent déposer, en remplissant les formalités prévues par l'article 2 de la loi du 23 juin 1857, modifiée par la loi du 3 mai 1890, leurs marques ou labels. Ils peuvent, dès lors, en revendiquer la propriété exclusive dans les conditions de ladite loi. Ces marques ou labels peuvent être apposés sur tout produit ou objet de commerce pour en certifier l'origine et les conditions de fabrication. Ils peuvent être utilisés par tous les individus ou entreprises mettant en vente ces produits.

ART. 20. — Les peines prévues par les articles 7 à 11 de la loi du 23 juin 1857 contre les auteurs de contrefaçon, apposition, imitation ou usage frauduleux des marques de commerce, sont applicables en matière de contrefaçon, apposition, imitation ou usage frauduleux des marques syndicales ou labels.

## CHAPITRE IV.

### *Des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites*

ART. 21. — Les syndicats peuvent, en se conformant aux autres dispositions des lois en vigueur, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites.

ART. 22. — Les fonds de ces caisses spéciales sont insaisissables dans les limites déterminées par l'article 12 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels.

ART. 23. — Toute personne qui se retire d'un syndicat conserve le droit d'être membre des sociétés de secours mutuels et de retraites pour la vieillesse à l'actif desquelles elle a contribué par des cotisations ou versements de fonds.

## CHAPITRE V.

### *Des unions de syndicats*

ART. 24. — Les syndicats professionnels régulièrement constitués d'après les prescriptions du présent décret peuvent librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

ART. 25. — Les dispositions des articles 1<sup>er</sup>, 3, 5, 6, 7 du présent décret, sont applicables aux unions de syndicats, qui doivent, d'autre part, faire connaître dans les conditions prévues à l'article 3 le nom et le siège social des syndicats qui les composent. Leurs statuts doivent déterminer les règles selon lesquelles les syndicats adhérant à l'union sont représentés dans le conseil d'administration et dans les assemblées générales.

ART. 26. — Ces unions jouissent de tous les droits conférés aux syndicats professionnels par les chapitres II, III et IV du présent décret.

## CHAPITRE VI.

### *Des pénalités*

ART. 27. — Les infractions aux dispositions des articles 1<sup>er</sup> à 7 inclus, 24, 25, 26 du présent décret, ou des arrêtés du gouverneur pris pour leur application seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs des syndicats et punies d'une amende de 16 à



200 francs. Les tribunaux pourront en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat. Au cas de fausse déclaration relative aux statuts et aux noms et qualités des administrateurs ou directeurs, l'amende pourra être portée à 500 francs. Les tribunaux de justice française sont seuls compétents pour connaître des instances relatives aux syndicats professionnels.

### CHAPITRE VII. *Dispositions diverses*

ART. 28. — Les travailleurs étrangers et engagés sous le nom d'immigrants ne peuvent adhérer à un syndicat professionnel.

ART. 29. — Les dispositions du présent décret sont applicables à l'Afrique occidentale française, à l'Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et à la Côte française des Somalis.

ART. 30. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

ART. 31. — Le commissaire aux colonies et le commissaire aux affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Alger, le 7 août 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

*Le Commissaire aux Colonies,*  
R. PLEVEN.

*Le Commissaire aux Affaires sociales,*  
A. TIXIER.

### Régime disciplinaire et pénal des prestataires

N° 496 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

3 octobre 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 14 août 1944 portant application aux colonies du décret du 9 avril 1940, relatif au régime disciplinaire et pénal des étrangers assujettis à fournir des prestations aux autorités militaires dans les conditions prévues par l'article 4 du décret-loi du 12 avril 1939.

### LE GOUVERNEMENT PROVISoire DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du commissaire aux colonies, du commissaire à la Justice, du commissaire à la marine, du commissaire à la guerre, du commissaire à l'air, du commissaire aux affaires étrangères, du commissaire aux finances;

Vu le décret du 18 mai 1939 étendant aux territoires relevant du ministre des colonies, le décret du 12 avril 1939, relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile, des obligations imposées aux français par la loi de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 9 avril 1940, relatif au régime disciplinaire et pénal des étrangers, notamment en son article 2;

Le Comité juridique entendu;

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 9 avril 1940 susvisé est déclaré applicable aux territoires relevant du commissariat aux colonies.

ART. 2. — Le Commissaire aux colonies, le Commissaire à la Justice, le Commissaire à la marine, le Commissaire à la guerre, le Commissaire aux affaires étrangères, le Commissaire aux finances, le Commissaire à l'air sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 14 août 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

*Le Commissaire aux Colonies,*  
R. PLEVEN.

*Le Commissaire à la Justice,*  
François DE MENTHON.

*Le Commissaire à la Marine,*  
Louis JACQUINOT.

*Le Commissaire à la Guerre,*  
André DIETHELM.

*Le Commissaire aux Affaires étrangères,*  
MASSIOLI.

*Le Commissaire aux Finances,*  
Pierre MENDES-FRANCE.

*Le Commissaire à l'Air,*  
Fernand GRENIER.

*DECRET du 9 avril 1940 relatif au régime disciplinaire et pénal des prestataires.*

### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de la défense nationale et de la guerre;

Vu l'article 4 du décret du 12 avril 1939, ayant force de loi, relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile des obligations imposées aux Français par les lois de recrutement;

Vu la loi du 8 décembre 1939, modifiant l'article 36 de la loi du 11 juillet 1938, sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Le conseil des ministres entendu;

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les étrangers, assujettis à fournir, dans les conditions prévues par l'article 4 du décret du 12 avril 1939, des prestations aux autorités militaires, sont, en ce qui concerne le régime disciplinaire et pénal, assimilés à des militaires et soumis aux dispositions du code de justice militaire pour l'armée de terre.

Ils sont justiciables exclusivement des tribunaux militaires de l'armée de terre, quel que soit le lieu où ils sont employés. Ceux-ci sont constitués comme pour le jugement des soldats; aucun prestataire ne peut être appelé à en faire partie.

ART. 2. — Les mesures nécessaires à l'application des dispositions qui précèdent seront prises par voie de décrets.

ART. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, dans les conditions prévues par la loi du 8 décembre 1939.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de la défense nationale et de la

guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 avril 1940.  
Albert LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Paul REYNAUD.

*Le garde des sceaux,  
ministre de la justice,*  
Albert SEROL.

*Le ministre de la défense nationale  
et de la guerre,*  
Edouard DALADIER.

#### Personnel

##### *Cadre général des chimistes des colonies*

N° 497 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

3 octobre 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 14 août 1944 portant création et organisation d'un cadre général des chimistes des colonies et admission de chimistes contractuels dans ce cadre.

#### LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial, et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 3 juillet 1897 concernant les indemnités de route et de séjour et les passages des officiers, fonctionnaires et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux, et les textes modificatifs et complémentaires subséquents;

Vu les décrets des 9 mai 1936 et 8 juillet 1937, portant organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928 organisant la caisse intercoloniale de retraites, et les actes modificatifs ultérieurs;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Par application de l'article 3 du décret du 9 mai 1936 portant organisation générale des services des travaux publics aux colonies, il est créé un cadre général des chimistes des colonies, dont le statut est celui fixé par les décrets des 9 mai 1936 et 8 juillet 1937 pour le personnel du cadre général des travaux publics et des mines des colonies sous réserve des dérogations prévues au présent décret.

ART. 2. — Tout le personnel des laboratoires de chimie minérale est placé sous l'autorité du chef du service des mines, lorsque ce service est autonome, ou sous l'autorité du chef de service des travaux publics et des mines.

ART. 3. — Les grades, classes et émoluments de toute nature, y compris les prestations en nature, ainsi que le classement au point de vue des passages et des déplacements, du personnel du cadre général des chimistes, sont fixés par assimilation aux grades correspondants du cadre général des travaux publics et conformément au tableau de concordance ci-après :

	CLASSES	GRADES CORRESPONDANTS dans le cadre général des travaux publics
Chimiste en chef . . . . .		Ingénieur en chef de 2 <sup>e</sup> classe
Chimiste principal . . . . .	1 <sup>re</sup> classe	Ingénieur principal de 1 <sup>re</sup> classe
Chimiste principal . . . . .	2 <sup>e</sup> classe	Ingénieur principal de 2 <sup>e</sup> classe
Chimiste principal . . . . .	3 <sup>e</sup> classe	Ingénieur principal de 3 <sup>e</sup> classe
Chimiste principal . . . . .	4 <sup>e</sup> classe (2 <sup>e</sup> échelon)	Ingénieur principal de 4 <sup>e</sup> classe (2 <sup>e</sup> )
Chimiste principal . . . . .	4 <sup>e</sup> classe (1 <sup>er</sup> échelon)	Ingénieur principal de 4 <sup>e</sup> classe (1 <sup>er</sup> )
Chimiste . . . . .	Hors-classe	Ingénieur T.P.C. hors classe
Chimiste . . . . .	1 <sup>re</sup> classe	Ingénieur T.P.C. de 1 <sup>re</sup> classe
Chimiste . . . . .	2 <sup>e</sup> classe	Ingénieur T.P.C. de 2 <sup>e</sup> classe
Chimiste . . . . .	3 <sup>e</sup> classe	Ingénieur T.P.C. de 3 <sup>e</sup> classe
Chimiste . . . . .	4 <sup>e</sup> classe	Ingénieur T.P.C. de 4 <sup>e</sup> classe
Chimiste assistant . . . . .	1 <sup>re</sup> classe	Ingénieur-adjoint de 1 <sup>re</sup> classe
Chimiste assistant . . . . .	2 <sup>e</sup> classe	Ingénieur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe
Chimiste assistant . . . . .	3 <sup>e</sup> classe	Ingénieur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe
Chimiste assistant . . . . .	4 <sup>e</sup> classe	Ingénieur-adjoint de 4 <sup>e</sup> classe
Chimiste assistant . . . . .	5 <sup>e</sup> classe	Ingénieur-adjoint stagiaire

ART. 4. — Le nombre d'emplois des fonctionnaires du cadre et leur répartition par colonies est fixé par décret après consultation des gouverneurs généraux et gouverneurs.

ART. 5. — Les admissions dans le cadre des chimistes des colonies ont lieu exclusivement sur titres et dans les conditions ci-après :

Peuvent être recrutés en qualité de chimistes assistants :

1<sup>o</sup> — les licenciés ès-sciences, titulaires obligatoirement des certificats de chimie générale et de chimie appliquée;

2<sup>o</sup> — les anciens élèves diplômés des écoles nationales supérieures des mines de Paris et de Saint-Etienne, de l'école supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy et les ingénieurs-docteurs qui auront, par les notes obtenues et les études spéciales faites, manifesté leur goût pour la chimie minérale et analytique;

3° — les ingénieurs-chimistes diplômés d'un institut de chimie annexe d'une faculté des sciences, les anciens élèves diplômés de l'école de physique et chimie de la ville de Paris, les titulaires du diplôme mention « chimie » délivré par le conservatoire des arts et métiers.

Les admissions en qualité de chimiste assistant sont prononcées par le commissaire aux colonies dans la limite des places disponibles, dont le nombre est fixé chaque année après consultation des chefs des possessions intéressées.

Elles ont lieu en tenant compte des aptitudes et des services antérieurs des candidats sur la proposition d'un comité de classement siégeant au commissariat aux colonies et comprenant :

l'inspecteur général des travaux publics des colonies — président;

le directeur du contrôle ou son délégué;

le directeur du personnel du commissariat aux colonies ou son délégué;

un fonctionnaire de l'inspection générale des travaux publics des colonies chargé des affaires minières et désigné par le commissaire aux colonies sur la proposition de l'inspecteur général des travaux publics des colonies;

trois personnalités scientifiques désignées par le commissaire aux colonies.

Toutefois, pendant la durée des hostilités, le comité de classement ci-dessus prévu est remplacé par la commission de classement du personnel dont la composition est fixée par le décret du 17 février 1944.

Peuvent être nommés directement en qualité de chimistes ou chimistes assistants les chimistes en service dans une possession française ne relevant pas du commissariat aux colonies, et ayant un grade au moins équivalent à celui de chimiste assistant.

L'admission de ces agents est subordonnée à l'avis favorable de la commission de classement prévue à l'article 9 ci-après.

ART. 6. — Les chimistes assistants nouvellement agréés sont astreints dans les conditions fixées à l'article 18 du décret du 9 mai 1936 pour les ingénieurs des travaux publics, à un stage à compter de leur débarquement dans la colonie, de un an au moins, de trois ans au plus, durant lequel ils ne font pas partie définitivement du cadre. Pendant la période de stage, ils perçoivent la solde et les accessoires de solde afférents à la classe à laquelle ils ont été admis.

Toutefois, pour la composition de la commission locale de classement prévue à l'article 18 du décret du 9 mai 1936, le chef de la possession, dans la mesure rendue possible par les effectifs en service dans la localité où siégera la commission, devra prévoir le remplacement d'un ou plusieurs des trois fonctionnaires du cadre général des travaux publics par un nombre équivalent de fonctionnaires du cadre général des chimistes.

Les tableaux prévus aux articles 29 et 30 du décret du 9 mai 1936 comprendront une quatrième partie pour le cadre des chimistes; seront inscrits sur ces tableaux, les chimistes assistants ayant satisfait au stage.

ART. 7. — La nomination définitive est prononcée par le commissaire aux colonies après avis de la commission de classement prévue à l'article 38 du décret du 9 mai 1936, telle qu'elle est modifiée par l'article 9 ci-après.

Quelle qu'ait été sa durée, le temps de service accompli, à titre de période de stage, par les chimistes assistants nouvellement agréés, entre en compte pour une année dans le calcul de l'ancienneté exigée pour leur

promotion à la classe ou au grade supérieur à la classe ou au grade dans lequel ils sont définitivement nommés et pour l'accession au grade de chimiste principal.

ART. 8. — Les admissions au grade de chimiste principal ont lieu conformément aux dispositions suivantes:

Peuvent être inscrits au tableau pour ce grade :

1° — les fonctionnaires ayant le grade de chimiste appartenant au cadre général depuis au moins six ans et dont les titres, travaux et services antérieurs auront été jugés suffisants par le comité de classement prévu à l'article 5 ci-dessus.

Leur nomination, qui a lieu au grade de chimiste principal de 4<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, est prononcée par arrêté du commissaire aux colonies dans les conditions fixées à l'article 31 du décret du 9 mai 1936.

Ils conservent, s'il y a lieu, à titre personnel, le bénéfice de la solde de leur ancien grade jusqu'à ce qu'ils aient obtenu, par avancement, une solde supérieure;

2° — les chefs de travaux, maîtres de conférences, professeurs des facultés, des écoles supérieures des mines et des institutions ou écoles de chimie mentionnées à l'article 5;

3° — les chimistes en service dans une possession française ne relevant pas du commissariat aux colonies, ayant un grade équivalent à celui de chimiste principal.

Pour ces deux dernières catégories, l'inscription au tableau est subordonnée à l'avis favorable de la commission de classement prévue à l'article 9 ci-après, qui fixe, compte-tenu des titres, travaux et services antérieurs des candidats, la classe à laquelle ils seront admis.

L'inscription a lieu à compter de la date du procès-verbal du comité ou de la commission de classement. Dans le cas où cette date serait la même, la priorité d'inscription est donnée aux candidats de la première catégorie.

ART. 9. — La commission de classement siégeant au commissariat aux colonies prévue à l'article 38 du décret du 9 mai 1936 est complétée :

1° — par une personnalité scientifique désignée par le commissaire aux colonies;

2° — par un fonctionnaire de l'inspection générale des travaux publics des colonies, chargé des affaires minières, et désigné par le commissaire sur la proposition de l'inspecteur général des travaux publics des colonies.

Néanmoins, pendant la durée des hostilités, la composition de la commission de classement prévue par l'article 38 du décret du 9 mai 1936 et complétée comme il est dit ci-dessus, est complétée suivant les prescriptions édictées par le décret du 17 février 1944.

Par dérogation aux règles générales d'avancement fixées par le décret du 9 mai 1936, au cas où un fonctionnaire du cadre général des chimistes des colonies non pourvu du titre de docteur ès-sciences ou de celui d'ingénieur-docteur obtiendrait l'un de ces titres, il lui en sera tenu compte pour un avancement de une ou deux classes.

ART. 10. — La commission d'enquête prévue à l'article 46 du décret du 9 mai 1936 devra comprendre, dans les possessions où le service des mines est autonome, le chef de ce service en remplacement du chef du service des travaux publics.

ART. 11. — Le personnel organisé par le présent décret sera soumis, en ce qui concerne le régime des pensions, aux dispositions du décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928 portant organisation générale de la caisse inter-coloniale des retraites.



## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 12. — Nonobstant les dispositions du décret du 14 octobre 1936 sur les engagements par contrat, pendant une période qui prendra fin cinq ans après la cessation légale des hostilités, les chimistes contractuels en service à la date du présent décret pourront être nommés dans le cadre général faisant l'objet du présent décret, directement à un grade et à une classe fixés par arrêté du commissariat aux colonies, après avis conforme de la commission de classement locale et de la commission de classement siégeant au commissariat aux colonies.

Pour ce classement, qui ne pourra pas correspondre à un grade assurant aux intéressés un traitement supérieur à celui qu'ils perçoivent comme contractuels il sera tenu compte de leurs titres et diplômes et de leurs services antérieurs. Ils conservent, s'il y a lieu, à titre personnel, le bénéfice de leur solde jusqu'à ce qu'ils aient obtenu, par avancement dans le nouveau cadre, une solde supérieure.

Pour l'admission des contractuels dans le cadre général il n'est pas fixé de limite d'âge; ils devront cependant, compte-tenu de la validation de leurs services contractuels antérieurs, et éventuellement de leurs services antérieurs civils et militaires admissibles pour le droit à pension — pouvoir prétendre, à l'âge de soixante ans au plus, à une pension dans les conditions stipulées en son article 18 par le décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928 fixant le statut de la caisse intercoloniale de retraites.

Les fonctionnaires et agents des divers cadres généraux et locaux des colonies pourront, s'ils réunissent les conditions prévues à l'article 5 ci-dessus, être nommés directement dans le cadre général des chimistes des colonies, après avis de la commission de classement siégeant au commissariat aux colonies, à un grade et à une classe pour la fixation desquels il sera tenu-compte de leurs titres, travaux et services antérieurs. Ils conservent, s'il y a lieu, à titre personnel, le bénéfice de leur solde, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu, par avancement, dans le nouveau cadre, une solde supérieure.

ART. 13. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 14 août 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

*Le Commissaire aux Colonies,*  
R. PLEVEN.

**Entreprises industrielles, commerciales et agricoles**

*Délégations provisoires*

N° 498 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

3 octobre 1944. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance du 22 août 1944 qui régit le régime des délégations provisoires pour la gérance des entreprises industrielles, commerciales et agricoles privées de leurs dirigeants et abroge notamment l'ordonnance du 14 avril 1943 et le décret du 1<sup>er</sup> novembre 1943.

**LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur le rapport du commissaire au ravitaillement et à la production;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu l'ordonnance du 14 avril 1943 instituant un régime de délégations provisoires pour les entreprises privées de leurs dirigeants;

Vu l'ordonnance du 6 octobre 1943 sur les interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis, ainsi que la déclaration et la mise sous séquestre des biens ennemis;

Vu les décrets du chef des français libres du 15 juillet 1941, sur le fonctionnement des sociétés en territoires ralliés; du 10 août 1941 sur la coordination des agences, succursales ou comptoirs situés en territoires ralliés, d'une même société ayant son siège social en territoire soumis à l'emprise de l'ennemi;

Vu le décret du 18 août 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement Provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle;

Le Comité juridique entendu;

**\* ORDONNE :**

ARTICLE PREMIER. — Sont obligatoirement pourvues d'un délégué provisoire :

1° — Les entreprises industrielles, commerciales et agricoles établies sur les territoires relevant du Gouvernement provisoire de la République française, dont les dirigeants sont immobilisés hors de ces territoires ou privés, du fait des circonstances de guerre, de communication avec elles.

Sont assimilées aux entreprises visées au précédent paragraphe, les sociétés de personnes ou de capitaux qui ne peuvent réunir dans les conditions légales, les assemblées, conseils ou réunions chargés du contrôle ou de l'approbation des comptes.

2° — Les succursales ou établissements situés sur ces mêmes territoires et de quelque forme juridique qu'ils soient des entreprises de la nature exprimée ci-dessus, établies hors de ces territoires, lorsqu'ils sont, du fait des circonstances, privés de communications avec ces dites entreprises;

Toutes les entreprises, établissements ou succursales, visées au présent article, doivent être pourvues d'un délégué provisoire, même si leurs agents présents sur les territoires relevant de l'autorité du Gouvernement provisoire de la République française, ont, en vertu d'un mandat antérieur à l'interruption des communications, tous les pouvoirs pour assurer leur bonne marche.

ART. 2. — La désignation du délégué provisoire est faite par ordonnance sur requête du président du tribunal civil du siège de l'entreprise, succursale ou établissement industriel ou commercial.

La requête est présentée par la personne ayant tous pouvoirs pour gérer et, à défaut, par toute personne intéressée. Cette requête est accompagnée de toutes indications utiles et éventuellement des pouvoirs existants.

ART. 3. — Dans le cas d'une entreprise ayant plusieurs établissements dans un même territoire, la requête est présentée, pour l'ensemble de ces établissements, au président du tribunal civil du siège de l'établissement considéré comme établissement principal.

ART. 4. — Dans le cas d'une entreprise ayant des établissements situés sur plusieurs territoires placés sous l'autorité du Gouvernement provisoire de la République française et lorsqu'un délégué est demandé pour

l'ensemble des établissements, la requête est présentée au président du tribunal civil du siège du gouvernement.

Ce magistrat est compétent pour désigner le délégué provisoire pour l'ensemble des établissements situés sur les territoires placés sous l'autorité du Gouvernement provisoire de la République française. A défaut d'agent ayant tous pouvoirs pour gérer l'ensemble des établissements, la requête doit être accompagnée de l'accord ou de l'avis des personnes ayant pouvoir pour gérer les divers établissements.

ART. 5. — Sauf circonstances exceptionnelles qui doivent être énoncées dans l'ordonnance, est désignée comme délégué, la personne ayant les pouvoirs suffisants pour assurer la bonne marche de l'établissement ou de l'ensemble des établissements.

La désignation du délégué provisoire est subordonnée :

a) en ce qui concerne les entreprises concessionnaires d'un service public à l'agrément de l'autorité administrative qui a accordé la concession;

b) en ce qui concerne les entreprises dont le capital est supérieur à 25 millions de francs, à l'agrément du commissaire au ravitaillement et à la production, et des commissaires intéressés;

c) en ce qui concerne les établissements de banque et d'assurances, à l'agrément du commissaire aux finances; pour les banques investies du privilège d'émission aux colonies ou pour les banques exerçant leur activité aux colonies à l'agrément du commissaire aux colonies et du commissaire aux finances.

Cet agrément peut être retiré.

Le retrait de l'agrément prévu au présent article doit être signifié au procureur de la République qui présentera requête aux fins de remplacement du délégué provisoire.

ART. 6. — Les pouvoirs du délégué provisoire pour la gestion de l'entreprise, de l'établissement, de la succursale ou de l'ensemble de ces derniers sont déterminés par l'ordonnance qui le désigne.

Un extrait de l'ordonnance est publié au journal officiel du territoire dans lequel elle a été rendue, et, dans le cas énoncé à l'article 4, dans les journaux officiels des territoires de tous les établissements ou succursales.

ART. 7. — Le délégué provisoire doit obtenir l'autorisation spéciale du magistrat qui l'a nommé, sur simple requête :

a) pour toute opération susceptible de modifier l'objet principal de l'entreprise;

b) sauf autorisation permanente incluse dans l'ordonnance, pour toute opération financière de nature à engager gravement l'entreprise et, notamment, pour l'émission d'emprunts, l'ouverture d'avances ou de crédits, l'octroi de prêts excédant le cadre des opérations courantes de l'entreprise.

Et celle du tribunal en chambre du conseil, sur simple requête :

c) pour toute opération affectant l'actif immobilier de l'entreprise;

d) pour toute opération de nature à entraîner la liquidation totale ou partielle de l'entreprise ou la cessation de son fonctionnement dans un ou plusieurs territoires.

ART. 8. — Le magistrat qui a désigné le délégué provisoire peut, à tout moment, désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes agréés par la cour d'appel et, à défaut, toute autre personne, pour effectuer tout contrôle permanent ou non, toute vérification, établir tout rapport, remplir toutes missions.

ART. 9. — La rémunération du ou des délégués provisoires et des personnes visées à l'article précédent est à la charge de l'entreprise.

Elle est dans tous les cas fixée par l'ordonnance du magistrat qui les nomme.

Aucune modification de ces rémunérations ne peut intervenir que par ordonnance du même magistrat.

ART. 10. — Les désignations de délégués provisoires faites en vertu de l'acte dit ordonnance du 20 décembre 1942 et de l'ordonnance du 14 avril 1943 sont maintenues.

A la demande du commissaire au ravitaillement et à la production ou bien, s'il s'agit d'entreprises de banque ou d'assurances, à la demande du commissaire aux finances, et, pour les banques coloniales, à la demande du commissaire aux colonies et du commissaire aux finances, le président du tribunal civil pourra jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1945 révoquer les délégués désignés en vertu des ordonnances du 20 décembre 1942 et du 14 avril 1943 ou modifier le montant de leur rémunération.

ART. 11. — Pour les territoires libérés de la France métropolitaine, le commissaire régional de la République exercera les pouvoirs dévolus au président du tribunal civil jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté conjoint du commissaire au ravitaillement et à la production et du commissaire intéressé.

ART. 12. — Le commissaire au ravitaillement et à la production et son délégué pourront, dans tous les cas, saisir le président du tribunal civil ou le commissaire de la République d'une requête aux fins de désignation ou de remplacement d'un délégué provisoire.

Le commissaire aux finances exercera les prérogatives attribuées au commissaire au ravitaillement et à la production par le paragraphe ci-dessus en ce qui concerne les entreprises de banque et d'assurance.

ART. 13. — Sont abrogés :

L'ordonnance du 14 avril 1943 sur le régime de la délégation provisoire pour les entreprises privées de leurs dirigeants.

L'ordonnance du 24 août 1943 instituant un régime de délégation provisoire pour les entreprises agricoles privées de leurs dirigeants.

Le décret du chef des Français libres du 15 juillet 1941 sur le fonctionnement des sociétés en territoires ralliés.

Le décret de la France libre du 10 août 1941 sur la coordination des agences, succursales ou comptoirs situés en territoires ralliés d'une même société ayant son siège social en territoire soumis à l'emprise de l'ennemi.

ART. 14. — La présente ordonnance applicable aux colonies, sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 22 août 1944.

Henri QUEUILLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

*Le Commissaire à la Justice*  
François DE MENTHON.

*Le Commissaire aux Affaires étrangères,*  
MASSIOLI.

*Le Commissaire aux Finances,*  
Pierre MENDES-FRANCE.

*Le Commissaire aux Colonies,*  
R. PLEVEN.

*Le Commissaire au Ravitaillement et à la Production,*  
P. GIACOBBI.

## ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

## Indemnité de zone

ARRETE N° 2453/F. du 29 août 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F. et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'article 93 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des fonctionnaires coloniaux, modifié à partir du 1<sup>er</sup> mars 1944 par le décret du 5 juillet 1944;

Vu l'arrêté du 25 novembre 1936 modifié par les arrêtés 3591 du 27 octobre 1938 et 1020 F./2 du 6 avril 1944 réglant le mode et les conditions de concession de l'indemnité de zone;

Vu l'arrêté n° 3553/F. du 7 octobre 1943 modifié par l'arrêté n° 4127/F. 2 du 4 décembre 1943, fixant à partir du 1<sup>er</sup> mai 1943 les conditions d'attribution de l'indemnité de zone aux fonctionnaires des cadres généraux, des cadres communs supérieurs, secondaires, spéciaux et locaux de l'A.O.F.;

Vu l'arrêté n° 1344/F. 2 du 10 mai 1944 fixant pour les huit derniers mois de l'année les taux et le classement des localités pour l'attribution de l'indemnité de zone;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

Sous la réserve de l'approbation de M. le Commissaire aux colonies;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté général n° 3553/F. du 7 octobre 1943 sont modifiés comme suit :

a) Le dernier alinéa de l'article 2 est abrogé, à partir du premier jour du mois suivant la publication du présent arrêté au journal officiel de l'A.O.F., et remplacé par les dispositions suivantes :

« Lorsque deux ou plusieurs membres d'une même famille sont fonctionnaires, chacun d'eux perçoit l'indemnité de zone au taux célibataire, le chef de famille bénéficiant seul des majorations pour enfant.

« De même les femmes fonctionnaires ou bénéficiant d'un contrat d'engagement et dont le mari n'est pas fonctionnaire qui n'ont pas la qualité de chef de famille perçoivent l'indemnité de zone au taux célibataire à l'exclusion de toutes majorations ».

b) Les dispositions de l'article 3 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes à partir du 1<sup>er</sup> mars 1944.

« Art. 3. (nouveau). — L'indemnité de zone est payée à terme échu dans les mêmes conditions que le traitement proprement dit; elle n'est pas réductible en même temps que celui-ci, mais elle cesse d'être allouée quand le fonctionnaire n'a droit à aucun traitement.

« L'indemnité de zone est acquise pour toute journée de présence effective dans les localités ou régions envisagées conformément aux dispositions ci-après du présent arrêté.

« En cas de déplacement temporaire soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de la colonie, l'indemnité qui est due est celle de la localité où le fonctionnaire est normalement en service.

« En cas de déplacement définitif l'indemnité cesse d'être payée à partir du jour du départ.

« Les majorations spéciales d'indemnité de zone dues pour les membres de la famille restés en France continuent à être payées en déplacement définitif ou temporaire pendant la durée du séjour à la colonie, ou en congé spécial en Afrique du Nord ».

ART. 2. — Les Gouverneurs des Colonies du Groupe, le Gouverneur Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, le Directeur Général des Finances et le Directeur des Chemins de fer et des Transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 29 août 1944.

P. COURNARIE.

Approuvé par T. O. n° 1807 Colalg/D.O.B. du 22 septembre 1944.

## Articles textiles

ARRETE N° 2481 S. E. du 31 août 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F., et les décrets modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 3839 S. E. du 5 novembre 1943, fixant le régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire ou domestique;

Vu la lettre n° 4198 P. O. du 4 août 1944 de M. Le Procureur général, Chef du Service judiciaire de l'Afrique Occidentale Française;

Sous réserve d'approbation en commission permanente du conseil de Gouvernement;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 8 de l'arrêté n° 3839 S. E. du 5 novembre 1943 est modifié et complété comme suit :

« ... La déclaration mensuelle des stocks d'articles textiles est obligatoire et doit être établie au plus tard pour le mois écoulé, le quatrième jour du mois suivant et selon la nomenclature ci-après... ».

Le reste sans changement.

Dakar, le 31 août 1944.

P. COURNARIE.

## Marchandises d'importation

ARRETE N° 2611 S. E. du 16 septembre 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F., et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté N° 1042 S. E. du 8 avril 1944, fixant les conditions de répartition des marchandises d'importation soumises au contrôle du Comité du Commerce extérieur et destinées à être commercialisées;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le dernier paragraphe de l'article 6 de l'arrêté N° 1042 S. E. du 8 avril 1944 est abrogé.

ART. 2. — Les règles suivantes seront mises en vigueur pour l'application aux commandes de l'année 1945 et des années suivantes des dispositions des articles 6, 7 et 8 de l'arrêté N° 1042 SE. du 8 avril 1944 :

a) Les personnes ou organismes désirant bénéficier de ces dispositions devront faire, avant le 15 octobre, pour pouvoir participer aux répartitions du premier

semestre de l'année suivante, avant le 15 avril, pour pouvoir bénéficier aux répartitions du deuxième semestre de l'année en cours, une demande accompagnée de toutes justifications utiles et adressée :

1<sup>o</sup> — En ce qui concerne les attributions de l'article 6 au président de la commission prévue au dit article 6;

2<sup>o</sup> — En ce qui concerne les attributions des articles 7 et 8 :

Dans le secteur de répartition Dakar-Sénégal-Mauritanie-Soudan :

Au Directeur général des Services Economiques s'il s'agit de marchandises commerciales;

Au Directeur de la Production industrielle s'il s'agit de produits industriels;

Dans les autres secteurs de répartition, au Gouverneur de la Colonie intéressée;

b) Un pourcentage d'attribution sera fixé à chacun des requérants dont la demande aura été retenue et l'intéressé sera, dans la limite de ce pourcentage, assimilé pour les répartitions du semestre suivant aux attributaires de droit visé par les articles 2, 3, 4 et 5 de l'arrêté N° 1042.

ART. 3. — Les articles et marchandises d'importation à usage spécial nettement déterminé pourront être attribués directement par le Comité du Commerce extérieur aux utilisateurs finals sans être commercialisés si ces articles ou marchandises ont fait l'objet d'une fiche de commande mentionnant leur affectation spéciale aux besoins des utilisateurs finals en cause.

ART. 4. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions du décret du 2 mai 1939, concernant l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du Département des Colonies.

ART. 5. — Les Gouverneurs des colonies du groupe, le Gouverneur, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, le Commissaire de la République au Togo, le Directeur général des Travaux publics (Direction de la Production industrielle) et le Directeur général des Services économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié aux *Journaux officiels* de l'A.O.F. et du territoire sous mandat du Togo.

Dakar, le 16 septembre 1944.

P. COURNARIE.

(Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local n° 506 AE. du 10 octobre 1944).

#### Biens ennemis

ARRETE N° 2619 F. du 16 septembre 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F. modifié par les décrets du 4 décembre 1920 et du 8 janvier 1942;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives au Togo modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 3512 du 1<sup>er</sup> octobre 1943 nommant un délégué du blocus pour l'A.O.F. et le Togo et déterminant ses attributions;

Vu la lettre n° 1812 P./BLOC. du 27 septembre 1943 de la Direction du Blocus à Alger relative à la rétribution des séquestres;

Vu l'arrêté 502 F. du 14 février 1944 modifié le 24 juin 1944 ouvrant dans les écritures du Trésor un compte hors budget intitulé « Fonds commun pour la rétribution des administrateurs-séquestres »;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert dans les écritures de la Trésorerie générale à Dakar, un compte hors budget dénommé « Fonds Commun pour la rétribution des administrateurs séquestres de biens ennemis ».

Ce compte est crédité :

a) par le produit d'une majoration de 20 % des honoraires taxés des administrateurs séquestres et contrôleurs surveillants de biens ennemis en A.O.F. et au Togo;

b) par des sommes devenues disponibles des patrimoines séquestrés ensuite d'arrêtés des comptes.

Il est débité :

a) du montant des dépenses du séquestre devant demeurer à la charge de l'Etat en cas d'insuffisance des ressources des affaires séquestrées ou contrôlées en A. O. F. et au Togo;

b) du montant des primes de rendement allouées au personnel chargé de la conduite de la guerre économique et éventuellement du montant des traitements de ce personnel.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui abroge et remplace les arrêtés 502 F. du 14 février et 1172 du 24 juin 1944 est applicable en A.O.F. et au Togo et sera publié aux *journaux officiels* de ces territoires.

Dakar, le 16 septembre 1944.

P. COURNARIE.

### ACTES DU POUVOIR LOCAL

#### Cacao

ARRETE N° 486 AE du 26 septembre 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. 1.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu le télégramme 127 SEP. du 17 avril 1944 du Gouverneur général;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce du Togo en sa séance du 22 septembre 1944;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne d'achat du cacao de la récolte principale 1944 est ouverte pour compter du 5 octobre 1944.

ART. 2. — Les prix d'achat aux producteurs sont fixés ainsi qu'il suit :

	PRIX aux producteurs	PRIX aux intermédiaires
Agou . . . . .	4.235,—	4.410,—
Palimé . . . . .	4.200,—	4.375,—
Atakpamé . . . . .	4.248,—	4.423,—

Dans les centres autres que ceux ci-dessus les prix seront fixés par les chefs de circonscription compte tenu des seuls frais de transports routiers décomptés aux tarifs réglementaires.

Ces dispositions ne s'appliquent pas au cacao du Litimé et de l'Akébou qui fera l'objet de mesures spéciales.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions intéressés, ainsi que dans les bureaux des P. T. T.

Lomé, le 26 septembre 1944.

J. NOUTARY.

ARRETE N° 499 AE. du 6 octobre 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu l'arrêté 486 AE. du 26 septembre 1944 relatif au cacao;

Vu le procès-verbal en date du 1<sup>er</sup> octobre 1944 de la Chambre de Commerce;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix minima aux producteurs pour le cacao de la récolte principale 1944-1945 du Litimé et de l'Akébou sont fixés comme suit :

Tomegbé et Badou . . . . . 3.950 frs. la tonne.  
Kougnohou . . . . . 4.200 frs. la tonne.

ART. 2. — Les achats en dessous de ce prix constituent une infraction à la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux de postes et en tous lieux publics.

Lomé, le 6 octobre 1944.

J. NOUTARY.

#### Peste bovine

N° 490 SE. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

29 septembre 1944. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 398 s/e du 29 juillet 1944 déclarant infecté de peste bovine le canton d'Ataloté (subdivision de Mango).

La zone franche comprenant les territoires du canton de Pessidé et ceux des cantons mentionnés à l'article 2 de l'arrêté n° 397 s/e. du 29 juillet 1944 est supprimée en ce qui concerne l'arrêté n° 398 s/e. du 29 juillet 1944.

N° 502 SE. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

6 octobre 1944. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 427 s/e du 19 août 1944 déclarant infecté de peste bovine le canton de Takpamba (subdivision de Mango).

La zone franche comprenant les territoires des cantons Nali, Panga (subdivision de Mango) et ceux des cantons mentionnés à l'article 2 de l'arrêté n° 397 du 29 juillet 1944, est supprimée en ce qui concerne l'arrêté 427 s/e du 19 août 1944.

#### Articles textiles

ARRETE N° 491 AE./3 du 30 septembre 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles textiles provenant du Dahomey énumérés ci-dessous ne pourront être vendus qu'aux seuls titulaires de cartes d'alimentation européennes et assimilées :

Tissus pilon flanelle lots 1, 2, 3, 4,  
Tissus crêpe lot 3,  
Tissus kaki lots 1, 2, 3,  
Tissus blanked strips,  
Tissus imprimés teints lot 95,  
Tissus unis teints lot 60.

ART. 2. — Toute infraction aux dispositions ci-dessus sera passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié immédiatement par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des P. T. T. et en tous lieux publics.

Lomé, le 30 septembre 1944.

J. NOUTARY.

#### Sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE N° 500 AE./1 du 6 octobre 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934, modifié par décret du 31 juillet 1937, relatif aux Sociétés Indigènes de Prévoyance;

Vu l'arrêté 552 du 7 octobre 1937, modifié le 24 février 1938;

Vu le décret du 28 février 1944 et les arrêtés 305 et 306 du 10 juin 1944, approuvés par arrêté général n° 1790 SE./P. du 27 juin 1944;

Vu l'avis des Présidents des S.I.P. intéressés;



## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des cotisations des Sociétés Indigènes de Prévoyance sont fixés comme suit pour l'année 1945 :

*Sociétés Indigènes de Prévoyance de :*

Lomé . . . . .	Lomé ville . . . . .	10 frs.
	Subdivision Lomé . . . . .	20 —
Tsévié . . . . .		20 —
Anécho . . . . .	Centre urbain Anécho- Zébé . . . . .	20 —
	reste du Cercle . . . . .	20 —
Atakpamé . . . . .		20 —
Palimé . . . . .	Toutes sections sauf Agotimé . . . . .	25 —
	Agotimé . . . . .	20 —
Sokodé . . . . .	Toutes sections sauf Konkombas . . . . .	15 —
	Konkombas . . . . .	10 —
Mango . . . . .		10 —

ART. 2. — Les quotes-parts dues en 1945 par les Sociétés au Fonds Commun sont ainsi fixées :

S.I.P. de Lomé . . . . .	12.000 frs.
— Tsévié . . . . .	21.000 —
— Anécho . . . . .	62.000 —
— Atakpamé . . . . .	37.000 —
— Palimé . . . . .	25.000 —
— Sokodé . . . . .	75.000 —
— Mango . . . . .	14.000 —

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 octobre 1944.

J. NOUTARY.

**Péripleumonie bovine**

N° 503 SE. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

6 octobre 1944. — Sont déclarés infectés de péripleumonie bovine les locaux, enclos et pâturages du territoire du canton de Timbou (subdivision Dapango) situé sur la frontière de la Côte d'Ivoire à 1 km. de la route intercoloniale, dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés.

Les animaux suspects ou contaminés subiront la vaccination et ne devront quitter la zone déclarée infectée pendant une période de quarante jours.

**Santé publique**

ARRETE N° 505 s/s du 10 octobre 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 634 du 27 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre spécial, temporaire et défensif, destinées à prévenir et à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu le câblogramme n° 21/44 du 9 octobre du Directeur des Services Sanitaires de la Gold-Coast signalant un cas fatal suspect de maladie 10 à Kpedze (District de Ho) le 2 octobre 1944;

Sur la proposition du Directeur Local de la Santé Publique au Togo;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La subdivision administrative de Palimé est placée sous le régime du danger imminent.

ART. 2. — Les voyageurs provenant de la Gold-Coast entrant au Togo, seront mis sous le régime de passeport sanitaire comportant les mesures sanitaires suivantes :

Aucune entrée ou sortie du Territoire ne sera permise entre 18 heures et 6 heures du matin.

Chaque voyageur indigène sera soumis à un examen médical sommaire (prise de température) au passage de la frontière et muni d'un passeport sanitaire.

Les passagers européens et assimilés seront munis d'un passeport sanitaire et soumis à une visite sanitaire quotidienne pendant six jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans une formation sanitaire soit à domicile.

Les passagers indigènes subiront, avant de poursuivre leur voyage dans le Territoire, une mise en observation sanitaire de six jours par les soins du Médecin de la circonscription sanitaire d'accès au Territoire.

La désinsectisation des marchandises ou bagages de tous les voyageurs pourra être, au besoin, prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

ART. 3. — Le directeur local de la Santé publique et l'administrateur commandant le cercle du centre sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 10 octobre 1944.

J. NOUTARY.

**Personnel****Agents de police**

ADDITIF à l'arrêté n° 183 P. du 8 avril 1944 créant au Togo un cadre local subalterne d'Agents de Police (J. O. Togo du 16 avril 1944 page 225).

Après :

J. NOUTARY.

Ajouter :

(Approbation ministérielle notifiée par radiotélégramme n° 319 P/4 en date du 29 septembre 1944 du Gouverneur Général, Haut-Commissaire).

**Agences spéciales**

ADDITIF à l'arrêté n° 265 F. du 19 mai 1944 fixant le maximum des encaisses des agences spéciales (J. O. Togo du 1<sup>er</sup> juin 1944 — Page 280).

Après :

J. NOUTARY.

Ajouter :

Approuvé par arrêté (Colonies-Finances) du 19 août 1944.

**Ouverture de crédits**

ADDITIF à l'arrêté n° 362 F. du 15 juillet 1944 portant ouverture de crédits (J. O. Togo du 1<sup>er</sup> août 1944 — Page 376).

Après :

J. NOUTARY.

Ajouter :

Approuvé par décret du 18 août 1944.

**ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Administrateurs des colonies****Nomination**

Par décret du 28 août 1944 :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation aux dispositions du décret du 10 juillet 1920, les adjoints principaux et adjoints des Services Civils des Colonies admis au stage de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer à la suite du concours des 3 et 4 avril 1944 sont, en raison des circonstances, dispensés du stage effectif à ladite Ecole.

ART. 2. — Les adjoints principaux et adjoints des Services Civils dont les noms suivent, admis au stage de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer et dispensés d'effectuer ce stage ainsi qu'il est prévu à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret sont nommés Administrateurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe des Colonies :

M. Pagès Georges,

M. Berlie Michel.

**Retraite**

Par décret du :

17 août 1944. — M. de Saint-Alary, Jean-François-Marie, Administrateur en chef des colonies est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté de service.

**Affectations**

Par décision du Ministre des Colonies en date du :  
20 septembre 1944. — Sont mis à la disposition :

4<sup>o</sup> — du Commissaire de la République au Togo,  
M. Giudicelli, Préposé des Douanes.

**ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT****Affectation**

N<sup>o</sup> 2590 DSP. — Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. du :

14 septembre 1944. — Mme Bibiane Ajavon, ex-épouse Autie, Infirmière-visiteuse auxiliaire de 1<sup>re</sup> cl., en service au Niger, est affectée au Togo.

La présente décision aura effet à compter du jour de la mise en route de l'intéressée sur sa nouvelle affectation.

**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPÉEN****Tableau d'avancement**

Par arrêté N<sup>o</sup> 484 p. du :

26 septembre 1944. — Est inscrit au tableau d'avancement du personnel européen des Chemins de Fer du Togo pour le deuxième semestre 1944 :

*Pour le grade de chef de dépôt :*

Tessier Paul, sous-chef de Dépôt après 4 ans.

**Promotion**

Par arrêté N<sup>o</sup> 485 p. du :

26 septembre 1944. — Est promu pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1944 dans le cadre local européen des Chemins de Fer du Togo :

*Au grade de chef de dépôt :*

Tessier Paul, sous-chef de dépôt après 4 ans.

**Nomination — Affectation**

Par décision N<sup>o</sup> 427 p. du :

7 octobre 1944. — M. Berlie Michel, administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe des colonies, est nommé adjoint au Chef du Bureau des Affaires Economiques.

M. Berlie est, en outre, cumulativement avec ses fonctions actuelles, nommé à titre intérimaire, pour compter du 15 octobre 1944, Receveur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, Conservateur de la propriété foncière et Curateur aux successions et biens vacants, en remplacement de M. de Guisé René.

M. de Guise René, adjoint technique principal des Travaux Publics de l'A.O.F., précédemment chargé à titre intérimaire, des fonctions de Receveur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, Conservateur de la propriété foncière et Curateur aux successions et biens vacants, est remis à la disposition du Chef du Service des Travaux Publics et des Mines du Togo.

**PERSONNEL INDIGÈNE****Mutations — Affectations**

Par décision N<sup>o</sup> 417 p. du :

29 septembre 1944. — Les mutations suivantes sont prononcées dans le personnel des médecins auxiliaires du Cadre Commun Secondaire de l'A.O.F., en service au Territoire :

Le médecin auxiliaire principal de 2<sup>e</sup> classe Johnson Samuel, en service à Anécho, est affecté à la formation sanitaire d'Atakpamé.

Le médecin auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe Yebovi Elias, en service à Atakpamé, est affecté à la formation sanitaire de Sansanné-Mango.

Le médecin auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe stagiaire Trenou Rodolphe, en service à Mango, est affecté à la formation sanitaire d'Anécho.

Par décision N° 418 p. du :

29 septembre 1944. — M. Mama Fousséni, instituteur stagiaire du cadre secondaire de l'Enseignement de l'A.O.F., mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo par arrêté n° 2536 p./2 du 7 septembre 1944, est affecté à l'Ecole Régionale de Bassari, en remplacement de l'instituteur stagiaire du cadre local du Togo, Eteh Benoît.

L'arrêté n° 136/E. du 16 mars 1944 est rapporté en ce qui concerne l'affectation de l'instituteur stagiaire Eteh Benoît.

M. Eteh Benoît reste affecté à l'Ecole de village de Dako.

### Gardes frontières

#### Retraite

Par arrêté N° 504 p. du :

10 octobre 1944. — Sont admis d'office à faire valoir leurs droits à la retraite, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1945 :

Abodoe Houehounton, caporal garde-frontière 2<sup>e</sup> échelon,

Bocoo Awidi, garde-frontière de 1<sup>re</sup> classe,

Gnassounou Antoine, garde-frontière de 1<sup>re</sup> classe.

### Forces de police

Par arrêté N° 483 BM. du :

25 septembre 1944. — Sont licenciés pour mauvaise manière habituelle de servir et rayés des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire :

à compter du 20 septembre 1944

Sandá Makamassi, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 1253, du peloton du Centre (Atakpamé).

pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1944

Gbegnedji Michel, garde de 2<sup>e</sup> classe Mle 1350, du peloton du Centre (Atakpamé).

La gratuité du transport est accordée aux gardes licenciés ci-dessus pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

## **DIVERS**

### Association

N° 2558 AP. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

11 septembre 1944. — Est autorisée en A.O.F. la constitution de l'association dénommée « Groupe de défense des victimes des lois d'exception de l'A.O.F. » dont les statuts sont annexés au présent arrêté.

Le siège de cette association est à Dakar.

### Bourses

Par décision n° 423 E. du :

30 septembre 1944. — Les bourses suivantes sont accordées pour l'année scolaire 1944-1945 :

1<sup>o</sup> — Une bourse d'études de 4.200 francs à M. Randolph François Xavier, élève de 1<sup>re</sup> B au Lycée Faidherbe à Saint-Louis.

2<sup>o</sup> — Une bourse d'études de 4.200 francs à M. Amaizo-Basile, élève de 2<sup>e</sup> B au Lycée Faidherbe à Saint-Louis.

3<sup>o</sup> — Une bourse d'études de 4.200 francs à M. Quashie William, élève de 2<sup>e</sup> B au Lycée Faidherbe à Saint-Louis, sous réserve qu'il soit admis à la classe supérieure en octobre 1944.

Ces bourses sont payables au proviseur du Lycée Faidherbe à Saint-Louis.

### Commission

Par décision n° 420 F du :

29 septembre 1944. — La commission prévue à l'article 5 de l'arrêté du 30 octobre 1934, pour donner son avis dans la fixation des tarifs de l'indemnité de zone à attribuer en 1945 est fixée comme suit :

M. Gaudillot, Secrétaire général	Président
M.M. Sanson, Administrateur des Colonies, Chef du Bureau des Finances	Membres
De Meyer, Adjoint Ppal. de classe exceptionnelle des S.C. des colonies, Chef du Bureau du Personnel	
Pierron, Ingénieur des Services techniques et scientifiques de l'Agriculture, représentant les fonctionnaires des cadres généraux	Membres représentant le personnel
Pinelli, Sous-Chef de Bureau du Réseau des C.F.T. représentant les fonctionnaires des cadres locaux	
Dossou, Commis d'Administration Ppal hors classe, représentant les fonctionnaires des cadres locaux indigènes.	

M. De Meyer remplira les fonctions de secrétaire.

La commission, qui se réunira sur la convocation de son président, dressera procès-verbal de ses travaux.

### Compte en banque

Par décision n° 421 D. du :

29 septembre 1944. — Le chef du bureau des Douanes de Lomé est autorisé à ouvrir un compte « Fonds Commun des saisies » à la Banque de l'Afrique Occidentale à Lomé et à effectuer toutes opérations de dépôt et de retrait.

### Ecole du Gouvernement général

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. du :

9 septembre 1944. — Sont déclarées définitivement admises à la section des élèves sages-femmes de l'Ecole de Médecine de l'Afrique Occidentale Française, les candidates dont les noms suivent, par ordre de mérite :

2<sup>o</sup> — Brym Priscillia, Togo,

5<sup>o</sup> — John Ayi Marie-Louise, Togo.

**Enseignement****Diplôme d'aptitude professionnelle**

N° 2581/JP. — Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. du :

13 septembre 1944. — Sont déclarés admissibles aux épreuves pratiques et orales de l'examen pour le diplôme d'Aptitude Professionnelle :

1° — Avec bénéfice de l'admissibilité pour la session 1945-1946, en cas d'échec à la session 1944-1945 :

Togo

Ankrah David,

**Indemnité de transport**

Par décision N° 414 F. du :

26 septembre 1944. — Les agents désignés ci-après sont autorisés à utiliser leurs bicyclettes pour les besoins du service. A cet effet ils percevront une indemnité de transport\* de 60 francs par mois payable trimestriellement et à terme échu sur le vu d'un certificat attestant qu'ils ont utilisé leur bicyclette pour les besoins du service durant la période en cause.

**Commissariat de Police :**

Dossah Agbédanou, brigadier.

Tchassi Camille, garde de 1<sup>re</sup> classe.

La dépense sera imputable au Budget de la Commune-Mixte de Lomé.

La présente décision, valable pour l'année 1944, aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1944.

**Interdiction de séjour**

Par arrêté N° 489 APA. du :

29 septembre 1944. — Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pendant une durée de cinq ans, pour compter du 26 décembre 1944, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Koudadje Emmanuel, de la prison de Sokodé, âgé de 29 ans environ, né à Kéta (Gold-Coast), fils de Koudadje et de Féli Massan, maçon domicilié à Sokodé, condamné pour viol et usurpation de fonction à 5 ans de prison et 5 ans d'interdiction de séjour, par jugement du 17 février 1940 du Tribunal Criminel de Sokodé.

Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pendant une durée de quinze ans, pour compter du 11 janvier 1945, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Aket Jules, de la prison de Sokodé, âgé de 33 ans environ, né à Cotonou (Dahomey), fils de Aket et de Lodomé, domicilié à Lomé, condamné :

1° — à un an de prison, 5 ans d'interdiction de séjour et restitution solidaire des bijoux et versement de 5 livres soit 880 francs, 2° — à 5 ans de prison, 10 ans d'interdiction de séjour et remboursement de 16.218 francs solidairement avec Joachim Louis Koffi, par jugement du 23 janvier 1939 du Tribunal de 1<sup>er</sup> degré de Lomé, pour abus de confiance et escroquerie.

**Justice**

N° 2.698. AJ. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F., Haut-Commissaire de la République au Togo du 28 septembre 1944 :

M. Saint-Prix (Jules), magistrat du 6<sup>e</sup> degré faisant fonctions de Président du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Cotonou, est nommé Président ad hoc du Tribunal de Lomé (Togo), pour siéger et remplir les attributions prévues par l'article 266 du Code local d'instruction criminelle dans l'affaire Amouzou Lucien inscrite au rôle de la session de la Cour d'Assises qui s'ouvrira à Lomé le samedi 14 octobre 1944, et dont M. Cadore Président du Tribunal, a précédemment connu comme magistrat instructeur.

**Ordonnateur délégué**

Par arrêté N° 501 F. du :

6 octobre 1944. — Pendant l'absence de M. Sanson Pierre, administrateur des Colonies, Chef du Bureau des Finances, est délégué provisoirement dans les fonctions d'ordonnateur-délégué du budget local, M. Lauqué Louis, adjoint principal hors classe des Services Civils, adjoint au Chef du Bureau des Finances.

**Textes publiés à titre d'information****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Indemnités**

ORDONNANCE du 26 juillet 1944.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du Commissaire aux Affaires sociales et du Commissaire aux Finances ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944 ;

Vu la loi du 31 mars 1919, modifiant la législation des pensions des armées de terre et de mer, en ce qui concerne l'invalidité ou le décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service ; ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu la loi du 24 juin 1919 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre ; ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Le Comité juridique entendu ;

**ORDONNE :**

ARTICLE PREMIER. — Le supplément spécial temporaire alloué par l'article 194 de la loi de finances du 13 juillet 1925 aux invalides titulaires de pensions fixées d'après les tarifs de la loi du 31 mars 1919 est porté à 400 % du taux initial de la pension attribuée au soldat.

Le supplément spécial temporaire de majoration pour enfants attribué par l'article 195 de la loi de finances du 13 juillet 1925 aux invalides titulaires de pensions visées à l'alinéa précédent est affecté du même coefficient.

ART. 2. — La majoration allouée par le décret du 18 décembre 1937 aux bénéficiaires des allocations spéciales supplémentaires aux grands invalides et des majorations pour enfants, instituées par la loi du 31 juillet 1920 et les textes subséquents, et de l'indemnité

temporaire instituée par l'article 198 de la loi de finances du 13 juillet 1925 est fixée à 100 % des taux en vigueur au 30 septembre 1937.

Elle est portée à 200 % pour les titulaires des allocations nos 1, 2, 3 et 4 qui ne bénéficient pas des allocations de la loi du 22 mars 1935, modifiée par le décret du 17 juin 1938 et pour les titulaires de l'allocation n° 7 dont la pension est établie sur un degré d'invalidité inférieur à 85 %.

ART. 3. — La majoration allouée par les décrets du 18 décembre 1937 et 17 juin 1938 aux bénéficiaires des allocations spéciales instituées par l'article 3 de la loi du 22 mars 1935, modifiée et complétée par le décret du 17 juin 1938, est fixée à 120 % des taux prévus audit article.

ART. 4. — Le taux de base des pensions allouées aux veuves non remariées, par application des dispositions de l'article 19 de la loi du 31 mars 1919, modifiée par l'article 78 de la loi de finances du 30 décembre 1938, est augmenté :

1° — De 5.600 francs pour les pensions concédées au titre des alinéas 1 et 2 de l'article 14 de la loi du 31 mars 1919;

2° — De 3.800 francs pour les pensions au taux de réversion.

Toutefois, la pension au taux de réversion des veuves d'invalides bénéficiaires de l'article 10 de la loi précitée est portée au taux prévu à l'alinéa premier qui précède.

La majoration d'orphelin est portée à 2.070 francs.

ART. 5. — Le supplément spécial temporaire alloué aux ascendants titulaires de pensions fixées d'après les tarifs de la loi du 31 mars 1919 est porté à 400 %.

Le supplément spécial temporaire de majoration attribué pour chaque enfant décédé à partir du second inclusivement aux ascendants visés à l'alinéa précédent est affecté du même coefficient.

ART. 6. — La présente ordonnance, qui prendra effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1944, sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 26 juillet 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

*Le Commissaire aux Affaires sociales,*

A. TIXIER.

*Le commissaire aux finances p. i.,*

P. GIACOBBI.

#### Personnel

DECRET du 1<sup>er</sup> août 1944.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du Commissaire aux Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu le décret du 13 octobre 1943, fixant la situation des fonctionnaires et agents civils appartenant aux cadres métropolitains repliés ou réfugiés dans les territoires dépendant du Comité français de la Libération nationale;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier du décret du 13 octobre 1943 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

« Les dispositions ci-dessus sont également applicables au personnel auxiliaire permanent des administrations de l'Etat, ainsi qu'au personnel des départements, des communes et des établissements publics jouissant d'un statut et d'un régime de retraite analogues à ceux des fonctionnaires de l'Etat ».

ART. 2. — Il est ajouté au dit décret du 13 octobre 1943 l'article 7 bis ci-après :

« Art. 7 bis. — Les fonctionnaires de l'Etat incorporés, mais non encore affectés, mobilisés ou non mobilisés, percevront, jusqu'à ce qu'ils soient affectés, l'indemnité algérienne de 33 % dans les conditions suivantes :

« a) L'indemnité sera décomptée sur le traitement de base métropolitain retenu pour le calcul de la pension, augmenté selon l'époque considérée du supplément provisoire ou de l'indemnité complémentaire de traitement du même taux que celui applicable aux fonctionnaires de l'Algérie ayant le même traitement de base pendant la même période.

« Un arrêté du Commissaire aux Finances fixera en tant que de besoin les chiffres à retenir pour le calcul de l'indemnité de 33 %;

« b) Les sommes allouées au titre de cette indemnité de 33 % resteront acquises à ces fonctionnaires lors de la révision de leur situation telle qu'elle est prévue à l'article 3 du présent décret;

« c) Le bénéfice de cette indemnité ne pourra se cumuler avec aucune autre indemnité résultant d'un séjour dans une colonie, dans un protectorat ou dans un pays étranger.

« Il en sera tenu compte dans le calcul de l'indemnité différentielle versée, le cas échéant, aux mobilisés;

« d) L'indemnité sera allouée à tous les fonctionnaires civils métropolitains de l'Etat à compter du jour où ils auront débarqué soit en Angleterre, soit en Afrique du Nord, soit dans une colonie ou un pays de protectorat;

« e) Un arrêté du Commissaire aux Finances fixera la date à laquelle le bénéfice de cette indemnité cessera d'être accordé aux intéressés, celle-ci ne pouvant être en aucun cas postérieure au retour en France métropolitaine des fonctionnaires intéressés ».

ART. 3. — L'article 8 du décret du 13 octobre 1943 est complété ainsi qu'il suit :

« Les auxiliaires mobilisés sont régis par les dispositions prévues par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 sur la situation des personnels de l'Etat en temps de guerre ».

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 1<sup>er</sup> août 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

*Le Commissaire aux Finances p. i.,*

P. GIACOBBI.



# PARTIE NON OFFICIELLE

## AVIS ET COMMUNICATIONS

### Avis de Concours

#### Commis d'Administration du cadre local du Togo.

Un concours pour deux places de Commis d'Administration aura lieu à Lomé les 7 et 8 décembre 1944. Nul ne peut être admis à prendre part à ce concours s'il ne réunit les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> — Etre Français (Citoyen, sujet ou administré);  
2<sup>o</sup> — Etre âgé de 16 ans au moins et de 30 ans au plus (Limite susceptible d'être portée jusqu'à 35 ans en tenant compte des services auxiliaires validables ou des services militaires);

3<sup>o</sup> — Les citoyens et les sujets français qui ont atteint ou dépassé l'âge de la conscription devront avoir satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement de l'Armée;

4<sup>o</sup> — N'être pas ancien agent de l'Administration révoqué, licencié ou démissionnaire, sauf lorsque le licenciement a été prononcé pour nécessités budgétaires ou raisons de santé;

5<sup>o</sup> — Etre au moins titulaire du Certificat de Fin d'Etudes primaires élémentaires.

Les demandes d'inscription accompagnées du dossier réglementaire comprenant :

1<sup>o</sup> — Extrait de l'acte de naissance légalisé ou toute autre pièce en tenant lieu;

2<sup>o</sup> — Un certificat de bonnes vie et mœurs;

3<sup>o</sup> — Un extrait du casier judiciaire;

Ces deux dernières pièces devront avoir moins de trois mois de date;

4<sup>o</sup> — Un état des services militaires ou un certificat du Commandant de Cercle du lieu de résidence indiquant la situation du candidat au point de vue militaire;

5<sup>o</sup> — Le certificat de bonne conduite délivré par l'Autorité militaire pour les candidats ayant accompli leur service militaire;

6<sup>o</sup> — Un certificat médical de visite et de contre-visite attestant qu'il est apte physiquement à l'emploi qu'il sollicite et qu'il n'est atteint d'aucune affection tuberculeuse;

7<sup>o</sup> — Une copie certifiée conforme du diplôme ou une attestation du Chef du Service de l'Enseignement intéressé en tenant lieu;

8<sup>o</sup> — Une carte d'identité avec photographie. doivent parvenir au Commissaire de la République (Bureau du Personnel) à Lomé avant le 15 novembre 1944.

Le concours comporte les épreuves suivantes :

*Ecrit :*

(Moyenne générale minimum : 12/20)

1<sup>o</sup> — Rédaction sur un sujet d'ordre général : 2 heures — Coefficient : 3.

2<sup>o</sup> — Organisation administrative et judiciaire du territoire du Togo : 1 h. 1/2 — Coefficient : 2.

3<sup>o</sup> — Histoire et Géographie du Togo : 2 questions — 1 heure chacune — Coefficient : 4.

4<sup>o</sup> — Epreuve dactylographique (éliminatoire si la note est inférieure à 12/20) — Coefficient : 2.

5<sup>o</sup> — Mathématiques (Epreuves facultatives) n'entreront en ligne de compte que les notes supérieures à 12/20 — 1 heure 30 — Coefficient : 1.

*Oral :*

(Moyenne générale minimum : 12/20)

Organisation administrative et judiciaire du Togo — Coefficient : 1.

Histoire et Géographie du Togo : Coefficient 1.

#### Avis aux exportateurs

La libération de la France va amener, dans un délai plus ou moins bref, la reprise des exportations de peaux à destination des tanneurs métropolitains.

Pour faciliter cette reprise, les dispositions suivantes rentreront en application dès parution du présent avis, et, en ce qui concerne les peaux tannées de chèvres et de moutons, à compter du 15 octobre.

1<sup>o</sup> — *Peaux tannées de chèvres ou de moutons*

A compter du 15 octobre l'exportation des peaux de l'espèce est absolument interdite.

Le tannage local est, pour ces produits, de mauvaise qualité. Il en résulte une perte de matière première ou une mauvaise utilisation d'une marchandise dont la Métropole a un besoin pressant. Les prix pratiqués sont en outre exorbitants et confirment l'impossibilité d'obtenir sur place un produit de qualité à des prix raisonnables.

Toutes les autorisations de sortie délivrées jusqu'ici et non encore utilisées resteront valables jusqu'au 16 octobre 1944.

2<sup>o</sup> — *Chaussures*

La Fédération doit importer des chaussures; il n'est donc pas possible d'envisager, dans le même temps, d'accorder des autorisations d'exportation pour les produits similaires de fabrication locale.

Aucune autorisation de sortie ne sera plus accordée, dès parution du présent avis, pour des opérations commerciales.

3<sup>o</sup> — *Sandales, sandalettes, babouches*

La qualité de ces articles est nettement médiocre, notamment du fait de la qualité du cuir employé. Il est préférable que la Métropole reçoive une plus grande quantité de peaux qu'elle utilisera au mieux de ses besoins les plus urgents.

L'exportation, à titre commercial, de ces produits, sera également interdite. Des dérogations continueront à être consenties en faveur des expéditions faites à titre familial.

4<sup>o</sup> — *Cuirs tannés de bœufs*

Jusqu'à nouvel avis les cuirs tannés de bœufs pourront être expédiés sur l'Afrique du Nord. En ce qui concerne l'Algérie les expéditions doivent être obligatoirement faites à l'Office Algérien des Cuirs.

Toutefois seuls les cuirs en provenance d'usines dont la création a été régulièrement autorisée par le Service de la Production Industrielle, pourront être exportés.

Un certificat d'origine indiquant le nom du fabricant devra être présenté à l'appui de la déclaration d'exportation. La formule 01, portant demande d'autorisation devra porter le même renseignement.